L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux, No 12 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.

DIMANCHE, 23 MARS 1879.

LA CRISE POLITIQUE EN FRANCE

Nous voulons Gambetta.

De la Liberté.

On connaît le mot célèbre: "La République est comme Saturne, elle dévore ses enfants." La République de 1879 menace-t-elle d'accomplir la vérité de cette légende mythologique. Quelle composition de ministère et de ministères! Que restera-t-il bientôt du cabinet du 12 décembre, remanié tant bien que mal le 5 février, sous la présidence de M. Waddington? M. Dufaure est parti, M. Bardoux est parti, M. Tolain, ce fier et loyal Parisien nous part: voici M. de Marcère renversé. D'autres encore sont désignés pour un sort pareil. Le Satyre de la Lanterne continue à dévorer ceux qui lui doivent la vie.

Un chaos de portefeuilles, par lequel on regrette de perdu, semblable à l'infernale mélancolique de Pétigny de Villèvaye, "de la dépouille du pouvoir jonche le sol parlementaire," nous laissent néanmoins sans intérêts. Nos lecteurs savent que nous divorçons plus que tout autre des questions politiques qui n'y rattachent. Nous nous occupons beaucoup moins des personnes que des choses. Il nous importe moins de savoir qui nous gouverne que de savoir comment nous nous gouverne.

Cette situation instable, agitée, inquiétante, risque de nous laisser, dehors pouvoir et aucun homme politique, ne peut, comme un mal non moins profond, l'absence complète de système, alnsi que nous l'avons si souvent déplorée.

Ce qui frappe d'ailleurs dans les constitutions où se trouve le ministère actuel, c'est son défaut de cohésion et de solidarité. Ses membres sont des unités juxtaposées qui ne font pas un nombre. Il n'y a pas entre eux de lien commun, puisque qu'ils n'ont pas de programme. Ils se détestent qui les rudoient fortement l'un à l'autre. L'un d'eux est frappé. Les autres le laissent succomber sans chercher même à le défendre et sans unir leur cause à la sienne. Nous avons dans les ministères, mais nous n'avons pas de gouvernement.

Cette situation fâcheuse a, enfin, une cause spéciale que nous devons signaler avec franchise. Elle vient d'une faute grave commise par M. Gambetta, et c'est à lui que remonte le plus directement la responsabilité de l'état actuel des choses.

Le 5 janvier, M. Gambetta était le seul homme possible. Il avait conduit la gauche à la victoire. Il devait prendre le pouvoir. Lui seul était assez fort, assez habile, assez hardi, assez habile, assez fin pour former un cabinet ayant chance de durée. Nous le lui avons dit alors; nous le lui répétons encore sans arrière-pensée. Il ne l'a pas fait; il a préféré se réfugier dans une dignité irresponsable et se créer une douce tranquillité dans les délices de Capoue du palais de la présidence. Il a manqué à son parti et il s'est manqué à lui-même.

De là tous les incidents regrettables qui se produisent aujourd'hui. Tel paraît les ministres actuels n'est en masque, personne n'est le chef de l'opposition, de diriger et de contenir ses soldats la majorité; de là l'instabilité déplorable qui diagnostiens pour à tour ceux qui sont au pouvoir et désagrégeurs de plus en plus accusé du 5 février.

Il n'y a qu'une solution, et cette-là n'apparaîtra tôt ou tard: c'est que M. Gambetta consente à aller aux affaires. Il a fondé la République, c'est son devoir de la faire vivre. C'est son devoir de gouverner, comme nous lui avons si souvent demandé de le faire, qu'après avoir été un homme de combat, il est aussi un homme d'Etat.

Rochefort Clémenceau.

Du National.

La situation est celle-ci: Les radicaux à la tête desquels M. Clémenceau s'est placé par le droit du talent et de l'énergie ne croient pas que les maîtres du parlement aient besoin à un point supportable plus longtemps la prédominance de l'élément républicain conservateur. Ils estiment que l'heure est venue pour eux de gouverner et d'administrer et les concessions multipliées qu'ils ont en obtenir des républicains les encouragent dans l'idée qu'ils n'auront pas de trop grands efforts à faire pour enfoncer une porte entr'ouverte.

Il se peut que cet avènement soit retardé de quelques semaines, mais il est fatal et ne peut être conjuré que par une résistance combinée de la majorité républicaine et du gouvernement, résistance dont les manifestations ne se sont pas encore produites. D'ailleurs, cette résistance s'affirmât-elle, que les réactionnaires et les bonapartistes en paralyseraient l'effet en s'unissant, comme ils l'ont fait déjà, aux radicaux et aux intransigeants. Cette alliance, ébauchée dans le parlement, est faite dans la presse, où la *Lanterne*, d'accord avec l'*Ordre* et la *Gazette de France*, portent contre M. Léon Say, ministre des finances, des accusations aussi odieuses que celle dirigée contre M. de Marcère. Et nous ne sommes pas au bout!

Mais cette substitution des radicaux aux républicains conservateurs, si elle doit avoir lieu, nous paraît bien moins funeste pour la République que l'espèce de chaos et parlementarisme dans lequel nous vivons depuis quelques mois. Les républicains conservateurs, battus, céderont leur place à de plus avancés, n'assument plus la responsabilité des mesures qu'ils ne laissent pas proposer. Les radicaux, de leur côté, pourront se donner de carrière et prouver, s'ils en sont capables, une intransigeance et le radicalisme n'excitement pas les idées gouvernementales. Le pays est parfaitement en état de subir cette expérience. L'idée républicaine nous tient fermement au cœur. Il n'y a pas encore à redouter que les électeurs s'effraient de tentatives plus ou moins hardies.

Un peut beaucoup cesser en ce moment, et nous ne voyons aucun péril à ce qu'on ose, à la condition que les républicains conservateurs cessent d'être les auteurs responsables d'une politique qui n'est pas la leur, et qu'ils se réservent tout entière pour l'heure où le pays, s'effrayant, à tort ou à raison, des audaces radicales, viendra à qui confier ses pertes dans les rangs républicains, sans se croire obligé, pour se trouver, d'aller jusqu'à la réaction.

LA BESOGNE A FAIRE.

Nous lisons dans la *Presse*:

Hume, le grand historien anglais, a écrit quelque part: "Les Anglais n'ont as de cadeau que de leur constitution." Assurément ce penseur clairvoyant n'a point voulu, par là, donner une forme définitive et acceptable à la pensée que Saint-Just formulait plus tard en ces termes: "Un peuple a l'autre consent que son gouvernement." On ne prévoyait pas, au dix-huitième siècle, qu'un jour viendrait où l'anarchie serait érigée en système de gouvernement. Mais l'auteur de Philosophie d'Angleterre avait perçu très clairement, selon à Pétrade approfondie qu'il avait faite des événements et des traditions de son pays, les dangers d'un organisme du gouvernement fondé exclusivement sur le parlementarisme, et lorsqu'il formulait la réflexion que nous citons plus haut, il les dénonçait avec une netteté prévoyante.

Sans doute, les gouvernements parlementaires comportent des dangers, mais comme ces dangers sont maladies, toujours comme faite, que ceux qui résultent de l'autocratie en du césarisme, il faut bien se défendre et chercher à les atténuer, à se amoindrir dans la mesure du possible. Le principal danger des gouvernements parlementaires est assurément la division de fractions en assemblées dans l'action du pouvoir. Dans ce système, le ministère étant l'expression des influences diverses qui dominent dans le parlement, et ces influences se déplaçant trop rapidement et leur équilibre est rompu, les ministères sont ébranlés par des forces contradictoires et ne le peuvent pas gouverner ou tombent en faisant un désordre qu'ils ont mérité. On n'a plus alors que des politiques flottantes de précautions.

C'est ce que nous avons expérimenté en France avant-hier. C'est la situation que crée le vote d'ordre du jour pur et simple arrivant à la fin d'une discussion [illegible]

Nous voyons le danger, et nous le remède qui est indiqué par tous les hommes prudents qui, dans le cabinet dirigeant, dans les assemblées politiques et dans la presse, réclamaient [illegible] et on des manœuvres, comme on vendra, [illegible] parlementaire une majorité pour chambres du parlement. Quand il arrive dans un parlement une majorité décidée à gouverner ou à permettre que l'on gouverne, tous les inconvénients du régime parlementaire disparaissent pour le laisser que ses avantages. L'histoire d'Angleterre le démontre [illegible]

Il faut donc, il faut à tout prix restreindre dans les rangs de la gauche une majorité nombreuse, mais pour une majorité de coalition ni une majorité qu'une coalition dissimulée, mais une majorité qu'une coalition dissimulée, mais une majorité qu'une coalition dissimulée, mais